TL6483-52

CARP

COMITÉ PORTUGUÊS DE JURISTAS PARA APOIO AOS REFUGIADOS
COMITÉ PORTUGAIS DE JURISTES D'AIDE AUX REFUGIÉS
PORTUGUESE COMMITTEE OF JURISTS FOR AID TO REFUGEES
APARTADO 3089 · 1302 LISBOA CODEX

Monsieur le Président

Chers Amis,

Je suis ici comme representant du Comité Portugais des Juristes d'Aide aux Refugiés, et je voudrais donner une information d'une situation qui existe actuellement au tour d'un territoire et à titred'exemple au tour de quatre personnes.

Portugal avant la reimplantation de la democratie, avait une colonie - l'île de Timor -, située prés de l'Australie. Pendant la période de descolonisation Portugal a été considéré comme entité administrative, rôle qui est reconnue par les Nations Unies.

Mais comme certainement vous savez, Timor a été invadé et annexé par l'Indonésie qui projecte faire l'integration du territoire et du peuple de Timor. On dira que ce procés d'integration a dejà couté l'extermination militaire d'une centaine de milieu de vies, situation qui parait être oublié par la communauté international.

Em Septembre du dernier année, quatre étudiants timoriens catoliques ont été arresté à Jakarta, oú ils étudiaient, sous soupçonne d'appartenir à un mouvement de libération du territoire.

En Octobre, les quatre étudiants ont été libertés, mais restent toujours menacés par la police politique.

Quelques jours plus tard, ils ont demandé l'aide de l'ambassade d'Hollande qui represente à Jakarta les interêts du Portugal, laquelle obtienne prés du ministre des Affaires Etrangéres indónésien la promesse de concession des visa de sortie aux quatre étudiants.

Le gouvernement portugais a decidé faire la concession des passeports aux quatre étudiants persecutés, et payer leur billets d'avion.

En Novembre ces documents ont été mis à la disposition des jeunes mais jusqu'aujourd'hui ils sont obligés à rester à Jakarta, parce que le gouvernement de l'Indonésie se refuse à donner les visa de sortie.

Cette situation qui represente une violation aux droits hummains, morment la possibilité de sortir d'un pays, à été provoqué l'intervention de nombreuses organizations portugaises et internationales, comme l'Amnistie International.

Messieurs, pendant ces sessions on a parlé des tamul, des curdes, etc.. Nous pensons que nous avons l'obligation de sensibilizer l'opinion publique et la communauté internationale, et dennoncer ce qui se passe à Timor et la violation de l'ordre juridique internationale par l'Indónésie.

Nous attendons que une reference soit faite a ce sujet, dans la conférence de presse qui aura lieu à la fin de cette scéance.

Mes remerciements

PINTO DOS SANTOS

(Membre du C.A.R.P.)